

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

BURKINA : VIOLENCES

ANTI-PEULH DANS LE SILLAGE
DES ATTAQUES

Au moins 43 civils ont été tués dimanche au cours de plusieurs attaques contre des villages peul par des groupes d'autodéfense dans le nord du Burkina Faso, où les attaques jihadistes récurrentes ont fait des centaines de morts. "Dimanche, des attaques ont été perpétrées dans les villages situés dans la commune de Barga, province du Yatenga (Nord). Le bilan provisoire fait état de 43 victimes (...) et 6 blessés", a déclaré hier le ministre burkinabè de la Communication Remis Fulgance Dandjinou, dans un communiqué.

EBOLA : LA RDC SURVEILLE LES
EX-PATIENTS

La République démocratique du Congo suit le compte à rebours de la fin de l'épidémie d'Ebola prévue le 12 avril, en surveillant de près entre autres les ex-patients qui pourraient encore porter le virus dans leur liquide sérial, ont indiqué lundi les autorités sanitaires. Aucun nouveau cas n'a été enregistré depuis 21 jours et la dernière patiente est sortie le 3 mars d'un centre de traitement à Beni, l'un des épices dans l'Est.

PRIMAIRE DÉMOCRATE : DIFFICILE
CHOIX DANS LE MICHIGAN

Une vision plus modérée comme celle de Joe Biden ou un pari à gauche toute avec Bernie Sanders: les démocrates du Michigan se demandent, avant un scrutin crucial, quel candidat aux primaires serait le mieux placé pour battre Donald Trump en novembre. Ancien bastion démocrate abritant le berceau de l'automobile Detroit, le Michigan avait donné en 2016 une victoire surprise au républicain Trump face à Hillary Clinton.

Soudan : Abdallah Hamdok échappe à un attentat

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Le pire a failli arriver hier à Khartoum au Soudan où le Premier ministre, Abdallah Hamdok a échappé à un attentat "terroriste". Selon les sources officielles, l'acte posé est décrit comme une tentative pour faire dérailler le processus politique engagé dans ce pays après 30 ans de dictature militaro-islamiste du président Omar el-Béchir. Que s'est-il donc passé ?

Le convoi de M. Hamdok a été visé par une explosion et des tirs d'armes automatiques au moment où il ralentissait pour s'engager dans un pont sur le Nil menant aux bureaux du Premier ministre. Ali Bakhit, le chef de cabinet du chef du gouvernement a été le premier à annoncer sur le réseau social Facebook qu'"une explosion s'est produite au passage de la voiture du Premier ministre mais que grâce à Dieu personne n'a été touché".

Ensuite, la télévision d'Etat a évoqué un "attentat terroriste" tandis que Radio Omdourman, une station d'Etat, a indiqué que le convoi du Premier ministre avait été visé par des tirs d'armes automatiques. Dans un com-



Le chef du gouvernement soudanais, Abdallah Hamdok.

munié lu par le ministre de la Culture et de l'Information, Fayçal Mohammed Saleh, le Conseil des ministres a qualifié l'attaque de "terroriste" sans en désigner les responsables. L'attentat, qui n'a pas été revendiqué dans l'immédiat, a fait un blessé léger parmi les membres du protocole accompagnant M. Hamdok, a précisé le Conseil des ministres en promettant de "faire face avec détermination à toutes les attaques terroristes". C'est la "révolution soudanaise qui a été visée par cette attaque (...) mais nous ferons en sorte

que cette révolution poursuive sa marche", a souligné le Conseil des ministres.

De son côté, le chef du gouvernement a lui-même réagi. "Je veux rassurer le peuple soudanais que je me porte bien et que ce qui s'est passé n'arrêtera pas la marche (du Soudan) sur la voie du changement", a-t-il écrit sur Twitter. D'ailleurs, à la mi-journée, M. Hamdok a présidé une réunion des dirigeants des Forces pour la liberté et le changement (FLC), fer de lance de la contestation qui a conduit au départ de l'ancien président

Béchir en avril 2019.

Le Conseil de sécurité et de défense du pays a également tenu une réunion et recommandé notamment, selon des médias d'Etat, de renforcer la vigilance des forces de sécurité et de mieux protéger les personnalités publiques.

Depuis son investiture, le Premier ministre s'emploie à relancer une économie en berne, à négocier la paix avec des mouvements rebelles de l'ouest et du sud du pays et à réformer un système politique hérité du pouvoir islamiste d'Omar el-Béchir.

Florilège de condamnations

J.O (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Plusieurs réactions à l'international ont fortement condamné la tentative d'assassinat dont Abdallah Hamdok a été victime. Des Etats-Unis au Golfe, en passant par l'Ethiopie, à l'unisson, ils ont tous condamné l'attentat.

Un haut responsable du département d'Etat en charge de l'Afrique, Tibor Nagy, a condamné l'attentat, réaffirmant le soutien des Etats-Unis au "gouvernement de transition dirigé par des civils au Soudan et au peuple soudanais". Le haut représentant de

l'Union européenne pour les Affaires étrangères Josep Borrell a condamné l'attentat et souligné que les "idéaux de la révolution (soudanaise) doivent être préservés".

Dans la même foulée, la mission conjointe des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (Minuad) a condamné, dans un communiqué, l'attaque, estimant, elle aussi, qu'elle visait "à faire dérailler le processus de transition au Soudan". Tout comme les autorités saoudiennes ont rejeté "cet acte terroriste et lâche dirigé contre la sécurité et la stabilité du Soudan" Alors que le Emirats arabes unis ont dit "soutenir la période de

transition" au Soudan. Le ministre d'Etat aux Affaires étrangères des Emirats, Anwar Gargash, a estimé que l'attentat était destiné à "porter un coup à la transition et aux espoirs et aux aspirations du peuple soudanais". Le Qatar n'était pas en reste.

L'Union africaine n'est pas restée sans réaction. A travers, son président de la Commission, Moussa Faki, elle a appelé à l'unité des instances de transition au Soudan. Tandis que la France a réitéré son "engagement aux côtés des autorités soudanaises pour assurer le succès de la transition démocratique qui doit conduire le pays vers des élections libres en 2022".



Les forces de sécurité sur le lieu de l'attentat.